



Synthèse
Révision
Expertise
Comptable

59 Promenade Georges Pompidou
Prado Beach - CS 10022
13272 MARSEILLE CEDEX 08
Téléphone : 04 91 77 69 20
e-mail : contact@syrec.fr
s i t e : [www . syrec.fr](http://www.syrec.fr)

C.A.U.E

18 Rue Neuve Sainte Catherine

13007 MARSEILLE

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2023



Synthèse
Révision
Expertise
Comptable

59 Promenade Georges Pompidou
Prado Beach - CS 10022
13272 MARSEILLE CEDEX 08
Téléphone : 04 91 77 69 20
e-mail : contact@syrec.fr
site : www.syrec.fr

LRC/AG
N° 12205

C.A.U.E
18 Rue Neuve Sainte Catherine
13007 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association CAUE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (C.A.U.E.) DES BOUCHES DU RHONE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes annuels de l’exercice.

Comme il est mentionné au chapitre 7.1.2.1.2 « Tableau des concours publics » de l’annexe des comptes annuels, le montant affecté au CAUE au titre de la taxe d’aménagement (TA), pour l’année 2023, est de 2 349 044 €. Cette taxe permet notamment d’assurer le financement des actions mises en œuvre par le CAUE.

Nous avons ainsi examiné les procédures d’engagement des sommes allouées par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône conformément au budget voté par le Conseil d’Administration.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A MARSEILLE, LE 31 MAI 2024

**Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA**

Le Président Directeur Général

Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes

CAUE 13

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	9 362	9 362		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	9 362	9 362		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out. industriels	444 966	393 569	51 397	64 907
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	444 966	393 569	51 397	64 907
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	18 325		18 325	16 860
	TOTAL	18 325		18 325	16 860
Total I		472 655	402 932	69 722	81 768
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	53 885		53 885	25 020
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	3 831 341		3 831 341	3 292 590
	TOTAL	3 885 226		3 885 226	3 317 610
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	976 583		976 583	1 242 355
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	36 065		36 065	17 382
Total II		4 897 875		4 897 875	4 577 348
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		5 370 530	402 932	4 967 598	4 659 116
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

CAUE 13

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	2 855 735	2 855 735
	Report à nouveau	980 076	1 084 933
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	295 664	-104 856
	Situation nette (sous-total)	4 131 476	3 835 812
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		4 131 476	3 835 812
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	215 813	193 813
	Provisions pour charges	124 498	133 001
Total III		340 311	326 814
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	318 838	333 984
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	176 264	162 505
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	706	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		495 809	496 489
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 967 598	4 659 116
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

CAUE 13

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		12 mois	12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	302 382	304 539
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	971	372
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 357 043	2 125 028
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	1 234	30 012
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	33 772	15 796
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	26	5
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 695 430	2 475 754
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 092 699	1 194 071
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	76 593	101 946
	Salaires et traitements	820 762	870 507
	Charges sociales	361 807	383 661
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20 798	28 838
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	23 765	1 429
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 396 427	2 580 454
1. Résultat d'exploitation (I-II)		299 003	-104 699

CAUE 13

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 565	3 943
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	12 565	3 943
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		12 565	3 943
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		311 569	-100 756
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 503	313 500 1 811
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	8 503	2 624
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	22 000	520 5 541
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	22 000	6 061
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-13 496	-3 436
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		VII VIII 2 408	664
Total des produits (I + III + V)		2 716 499	2 482 322
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 420 835	2 587 179
EXCÉDENT OU DÉFICIT		295 664	-104 856
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
480 avenue du Prado
CS 90303
13269 Marseille Cedex 08

Téléphone : +33 (0)4 96 20 53 60
Télécopie : +33 (0)4 96 20 53 54
Site internet : www.kpmg.fr

CAUE 13

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31/12/2023
Montants exprimés en EUR*

Mai 2024
Annexe au 31/12/2023

Table des matières

1	Objet social	2
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
3	Description des moyens mis en œuvre	4
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
5	Principes et méthodes comptables	6
6	Informations relatives aux postes du bilan	7
6.1	Actif immobilisé	7
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
6.2	Précisions concernant certaines composantes des postes de créances et dettes	10
6.3	Disponibilités	10
6.4	Fonds propres	10
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
6.5	Tableau de variation des provisions pour risques et charges	12
6.6	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	13
7	Informations relatives au Compte de résultat	14
7.1	Produits du compte de résultat	14
7.1.1	Cotisations	14
7.1.2	Produits de tiers financeurs	14
7.2	Charges du compte de résultat	14
7.3	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	14
7.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	15
8	Informations relatives à l'effectif	16
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	17
9.1	Engagements pris en matière de locations longue durée	17

1 **Objet social**

L'objet social de l'association est décrit ainsi dans les statuts :

Le but est de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales.

2

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement.

Il contribue directement ou indirectement à la formation et au perfectionnement des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

3 Description des moyens mis en œuvre

Pour remplir ses missions, l'association met en œuvre les moyens qu'elle estime adaptés à la situation locale, notamment consultations, conférences, publications et documents audio-visuels, stages de formation et de perfectionnement.

Elle peut établir avec tout organismes compétents, et notamment les organismes d'études créés par l'Etat et les collectivités locales, les modalités de coopérations à ses missions.

Elle peut déléguer ses missions aux services d'assistance architecturales fonctionnant exclusivement dans le cadre des parcs naturels régionaux.

Ressources financières

La principale ressource de l'association est constituée par la taxe d'aménagement instituée sur les permis de construire. Le cycle d'encaissement de la taxe, via les services des perceptions du Trésor, puis le Conseil Général, se faisait depuis l'exercice 1996 et jusqu'à l'exercice 2009 par système d'acomptes mensuels égaux au 1/9ème de la taxe brute encaissée de l'exercice N-1. Une régularisation au début de l'exercice suivant était faite en fonction de la taxe nette définitive.

Cette pratique a fait l'objet d'une modification en 2010, la délibération N°32 du Conseil Général des Bouches du Rhône en date du 20 octobre 2010 ayant conduit au versement, au titre de l'exercice 2010, d'une somme de 1.800.000 €. Cette pratique a été reconduite les années suivantes.

Le Conseil Départemental a alloué au CAUE 13 un montant de 2 349 044 € au cours de l'exercice 2023.

4 **Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

4.1 **Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

- L'année 2023 est une année de transition pour le CAUE marquée par la vacance du poste de directeur sur les 3 premiers mois de l'année puis l'arrivée du nouveau directeur, Nicolas Joly, le 17 avril 2023.
- Au titre de la Taxe d'Aménagement, le montant collecté par le Département en 2023 s'élève, d'après l'information notifiée au CAUE, à la somme de 14 564 072,08 €. La part affectée au CAUE est de 2 349 043,88 €.

4.2 **Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Néant

5 Principes et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
			Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	9 363	-	-	9 363
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	8 134	-	-	8 134
	Install. générales, ag. Am. divers	165 302	4 320	26 694	142 928
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	290 936	2 968	-	293 904
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	Total III	464 373	7 288	26 694	444 967
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	16 861	1 465	-	18 326
	Total IV	16 861	1 465	-	18 326
Total général		490 596	8 753	26 694	472 655

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	9 363	-	-	9 363
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	8 134	-	-	8 134
	Install. générales, ag. Am. divers	138 285	5 556	26 694	117 146
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	253 046	15 243	-	268 289
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		399 465	20 798	26 694	393 570
Total général		408 828	20 798	26 694	402 932

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	L	100%
Matériel technique	L	Entre 10% et 20%
Agencements, installations	L	10%
Mobilier et matériel de bureau	L	Entre 10%,20%,33.33%

6.2 *Précisions concernant certaines composantes des postes de créances et dettes*

6.2.1.1 *Autres créances*

Ce poste présente notamment le reliquat des versements de taxes en attente de la part du Conseil départemental 13, à savoir :

- Au titre de l'exercice 2022 la somme de 1 454 973.31 €,
- Au titre de l'exercice 2023 la totalité de la taxe notifiée au CAUE 13 soit la somme de 2 349 043.88 €.

Le solde total à recevoir s'élève donc, sur la base des montants de taxe notifiés au CAUE 13 et dûment enregistrés au compte de résultat (après déduction des sommes remboursées) à 3 804 017.19 €.

Il convient de relever que le solde confirmé par les services financiers du Conseil Départemental s'élève à 3 388 740.87 €, soit un écart inexplicé de 133.767 € en faveur du CAUE 13, le montant de 3 388 740.87 € tient compte du versement fait par le CD13 d'un montant de 549 043.88 € en Janvier 2024.

Dans l'attente d'explications et par respect du principe de prudence, cet écart n'a pas été constaté en produits par le CAUE 13.

6.2.1.2 *Fournisseurs – Factures non parvenues*

Les factures à recevoir représentent un montant total de 142 776 € et correspondent principalement aux honoraires et frais de déplacement des architectes conseils du CAUE 13.

6.3 *Disponibilités*

Elles sont intégralement constituées de soldes de comptes bancaires courants et de comptes sur livrets et s'élèvent à 976 583 € au 31/12/2023.

6.4 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 855 735				2 855 735
Report à nouveau ¹	1 084 933	(104 856)			980 076
Excédent ou déficit de l'exercice	(104 856)	(104 856)	295 664		295 664
Situation nette (sous-total)	3 835 812	-	295 664		4 131 476
Fonds dédiés Taxe additionnelle					
Fonds dédiés Taxe additionnelle - Changement de méthode					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 835 812	-	295 664		4 131 476

¹ Ce report à nouveau, constaté au titre du changement de méthode au 1^{er} janvier 2020 dans le cadre de la première application du règlement ANC 2018-06, provient à concurrence de 1.229.043 € de l'élimination des fonds dédiés constitués jusqu'au 31/12/2019 à raison des ressources de taxes additionnelles à utiliser par le CAUE. Il tient compte également des mouvements intervenus depuis sur ce poste au titre de l'affectation des résultats.

6.5 Tableau de variation des provisions pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour indemnité de départ à la retraite (PIDR)	108 156		8 503	99 653
Provisions pour risques	193 813	22 000		215 813
Provisions pour charge	24 845			24 845
Total	326 814	22 000	8 503	340 311

Elles sont destinées à faire face aux risques et charges suivants :

- PIDR :

Provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés (99 653 €).

- Provisions pour risques :

Provision pour remboursements éventuels de taxe dans les cas d'annulation des permis de construire (211 813 €). La meilleure estimation de ce risque provisionné correspond à 9% du montant de la taxe notifiée au titre de l'exercice compte tenu des délais de notifications connus à ce jour.

Provisions pour risques prud'homaux (4 000 €).

- Provision pour charge :

Elle correspond à des travaux de mise en conformité à réaliser au sein des locaux pour l'accès des personnes à mobilité réduite.

6.6 *État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice*

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	53 885		
	Autres	3 831 341		
Charges constatées d'avance		36 066		
TOTAL		3 921 292		

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		318 839			
Dettes fiscales et sociales		176 264			
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		707			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		495 810			

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations

Les cotisations correspondent aux adhésions des communes et collectivités adhérentes.

7.1.2 Produits de tiers financeurs

7.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
 - Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.
- Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.1.2.1.2 Tableau des concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Taxe Aménagement 2023			2 349 044 €		

7.2 Charges du compte de résultat

7.3 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Elles sont présentées, s'il en existe, en pied de compte de résultat.

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

Elle est valorisée au coût réel (comme par exemple la valeur locative en cas de mises à disposition de locaux).

Notre entité n'a pas bénéficié de contribution volontaire en nature estimée significative au titre de l'exercice 2023.

7.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant global (rémunérations du directeur et du directeur adjoint) est de 153 640 € bruts hors charges sociales patronales.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	12.14
Agents de maîtrise et Techniciens	-
Employés	1.08
Ouvriers	-
Total	13.22

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Engagements pris en matière de locations longue durée

En €	Immat	Redevances de l'exercice		Redevances restant à payer		Total à payer
		Exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	
DIAC Clio	FA-175-KJ	1 396,02	13 293,06	-	-	-
DIAC Clio	FF-900-XB	1 942,45	11 797,45	-	-	-
Toyota	FB-687-DJ	2 224,20	13 460,24	-	-	-
Toyota	FA-757-TY	3 711,80	22 641,96	-	-	-
Kinto	GK-537-SW	3 216,24	3 484,26	3 216,24	2 948,22	6 164,46
Kinto	GB-614-VF	3 255,60	7 588,84	2 412,18	-	2 412,18
Leasys	GS-761-DJ	660,38	660,38	5 283,00	9 905,62	15 188,62
Leasys	GS-001-DK	497,90	497,90	3 983,16	7 468,42	11 451,58
Leasys	GS-869-DJ	497,90	497,90	3 983,16	7 468,42	11 451,58
TOTAL		17 402,49	73 921,99	18 877,74	27 790,68	46 668,42